

## Les familles déplacées du Lac Tchad réclament une vie digne



Halimé Hisseini, mère de cinq enfants, a trouvé refuge dans le village de Doumboulki. Photo : APSELPA/Mahamat Adoudou

Cela fait plus d'un an que des milliers de familles déplacées ont fui le conflit au lac Tchad et trouvé refuge dans la province de Hadjer Lamis. Elles continuent de lutter pour survivre, sans ou avec un accès limité à la nourriture et aux services essentiels.

Halimé Hisseini, mère de cinq enfants qui a trouvé refuge dans le village de Doumboulki, fait partie des nombreux chefs de famille qui réclament des solutions dignes à leur situation.

*« Les personnes déplacées souffrent énormément, en particulier, les femmes et les enfants », a-t-elle déclaré.*

Ahmat Djidda, père de huit enfants et chef du site des personnes déplacées de N'Djilam-Abkhider, a déclaré : *« Les abris temporaires que nous avons construits sont déjà en ruine. Nous avons besoin de nourriture, d'eau potable, d'accès aux soins de santé et à l'éducation. Nous sommes obligés de boire l'eau du marigot. »*

Ces familles ont également du mal à gagner leur vie.

Halimé, qui était cultivatrice, explique : « *Depuis que nous avons été déplacés, ma santé s'est détériorée. Je ne peux plus travailler comme avant. Et ici, je n'ai même pas accès à des terres agricoles.* »

### **Les besoins continuent d'augmenter**

À l'arrivée de Halimé et d'autres déplacés, le sous-préfet de Karal a distribué de la nourriture, et une organisation non-gouvernementale (ONG), APSELPA, a fourni aux familles déplacées du savon, des nattes, des vêtements et des seaux. Mais aucune aide supplémentaire n'a été fournie depuis lors. Les besoins ne cessent d'augmenter et il est difficile de suivre le rythme des nouveaux arrivants.

Depuis octobre 2024, plus de 22 000 personnes déplacées suivies de 11 000 autres en février 2025 sont arrivées dans une région qui compte 200 000 habitants, augmentant ainsi la population de 16,5 %.

Selon une étude réalisée en mars 2025 sur la vulnérabilité alimentaire, plus de 216 000 personnes dans la province de Hadjer Lamis souffraient d'une grave insécurité alimentaire. Parmi elles, 185 140 vivent dans le département de Dagana, qui accueille bon nombre des familles récemment déplacées.



Les familles déplacées vivent dans des abris précaires. Photo : APSELPA/Mahamat Adoudou

Pour Halimé, les besoins prioritaires sont clairs : « *Nous manquons d'eau et de nourriture. Il n'y a pas d'école pour nos enfants ; ils sont dispersés et ne peuvent plus étudier.* »

### **L'accès est un défi**

Les familles déplacées sont réparties dans neuf petits sites qui ne disposent ni de centres de santé, ni d'écoles, ni de marchés. Selon le site, le centre de santé le plus proche se trouve entre 2 et 4 km. Dans certains cas, la structure la plus proche est à plus de 30 km. Il n'y a pas d'ambulance disponible.

Les abris de fortune sont extrêmement fragiles et ne peuvent plus résister aux intempéries. Les sites tels que Djogala, Guité, Karkaraye et N'Djilam-Boukar sont difficiles d'accès, ce qui aggrave la situation.

La gravité de la situation a été confirmée lors d'une visite conjointe en octobre 2025 de l'APSELPA, du ministère de l'Action sociale, de la Solidarité et des Affaires humanitaires, de l'Organisation internationale pour les migrations, de la Croix-Rouge tchadienne et d'OCHA.



Moussa Paul Kawiyou estime qu'il n'est toujours pas sûr pour lui de rentrer. Photo : APSELPA/Mahamat Adoudou

## **Solutions durables**

Le retour chez eux n'est pas une option viable pour les personnes déplacées, car l'insécurité règne dans leurs villages d'origine.

Moussa et sa famille ont fui leur village il y a environ un an, lorsque des hommes armés ont attaqué une communauté voisine.

Toutes les personnes avec lesquelles nous avons discuté ont exprimé les mêmes préoccupations. Les circonstances de leur fuite ont laissé de profondes blessures psychologiques.

Mahamat Ahmat Younous, directeur national de l'APSELP, a appelé à une action urgente pour trouver une solution durable :

*« Ce qui se passe à Karal et à Mani n'est pas seulement une crise humanitaire, c'est aussi un défi pour notre responsabilité collective. Les personnes déplacées n'attendent pas des évaluations. Elles ont besoin de solutions concrètes et durables qui leur redonneront leur dignité. Elles doivent retrouver l'espoir. »*

## **Une crise sécuritaire croissante**

Longtemps confinée à la province du Lac, dans le bassin du Lac Tchad, la crise sécuritaire s'est désormais étendue à de nouvelles régions du Tchad. Des attaques meurtrières ont contraint plus de 30 000 personnes à fuir vers la province de Hadjer Lamis, dans le sud-ouest du Tchad, une région déjà fragile et mal préparée pour absorber un tel afflux.

Malgré l'ampleur des besoins à Karal, à Mani et dans l'ensemble de la province de Hadjer Lamis, les familles déplacées espèrent toujours reconstruire leur vie. Avec des ressources adéquates, elles pourraient retrouver l'accès à l'eau, à un logement sûr, à l'éducation pour leurs enfants et à des moyens de subsistance dignes.

Depuis 2024, le Fonds humanitaire régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre a alloué environ 11 millions de dollars américains à des ONG, leur permettant d'apporter une aide rapide aux communautés les plus vulnérables. Cependant, les besoins dépassent largement les ressources disponibles.

Le Tchad fait partie des urgences les plus sous-financées : cette année, il n'a reçu que 21 % des 1,45 milliard de dollars requis.

Vous pouvez contribuer au financement de l'aide vitale grâce à [votre contribution](#).